

Les voies de la réforme

Posté le : 11 novembre 2010 17:12 | Posté par : Blog du cercle des économistes e-toile
Catégorie: Actualité chaude, Concepts fondamentaux, Attitudes, Economie et politique

La réforme est un chemin vers un but.

Si le but n'est pas clair et s'il n'est pas souhaitable, il faut parler de destructions plus ou moins gratuites, plus ou moins circonstanciées, plus ou moins idéologiques. Et nul n'a de raison de s'enthousiasmer pour des destructions, quelqu'en soit le motif.

Le seul objectif national d'importance aujourd'hui est de revenir à une croissance rapide et au plein emploi. On peut le contester. On peut ajouter des adjectifs comme "soutenable" ou "écologique". Mais proposer la décroissance avec égalitarisme "réel", "care" et sanctuarisation "des avantages acquis", selon l'insoutenable verbiage qui envahit nos médias est la mort de la Nation, la ruine du plus grand nombre et la sortie de l'histoire pour la France et les Français. Delenda est...

La France est un pays ramassé sur son noyau dur, perdu dans une Europe stagnante et sans ambition, et rétracté face à un monde mené par des idées fausses et des rapports de force stérilisants.

La réforme en France ne peut pas être uniquement centrée sur elle-même. Elle doit s'accompagner de réformes en Europe et dans le monde.

Sans vision mondiale et sans vision européenne, la réforme d'un pays européen n'est que ruine de l'âme et de la nation.

Le monde s'est installée dans une organisation économique malsaine depuis 1971 qui provoquent des crises, des comportements anormaux et des mesures contraintes qui ne mènent qu'à d'autres mesures contraintes dont aucune n'est une réforme souhaitable.

Le monde a oublié le message de la crise de 1929 : la prospérité mondiale est au bout de la coopération économique des états en vue d'un but commun qui ne peut être ici encore que la prospérité partagée, sans trop d'à-coups cycliques.

Malgré certains défauts structurels, comme la référence à une monnaie nationale en tant que base monétaire et un rattachement trop théorique à une valeur de référence extérieure, les accords de Bretton Woods avaient permis trente années de croissance généralisée et rapide avec un quasi plein emploi.

La première des vraies réformes consiste à reconstruire le système monétaire international avec abandon du système néfaste et débilitant des changes flottants. Il a été essayé. Cela n'a pas marché. Dont acte ! "Errare humanum est ; perseverare diabolicum". Si tous les états sont contraints de défendre la valeur extérieure de leur monnaie et l'équilibre de leurs comptes, ils sont aussi obligés de coopérer et de penser aux autres. En contrepartie ils disposent de moyens de n'être pas trop exposés à des crises de liquidité et peuvent pousser la croissance de leur économie vers le plein emploi.

La seconde réforme concerne l'Europe. On a voulu une monnaie unique. Soit. Mais la banque centrale doit être asservie aux objectifs généraux de croissance et de plein emploi, à la défense de la valeur externe de la monnaie et pas seulement à la défense de sa valeur interne calculée en terme de pouvoir d'achat de biens de consommation. Et elle ne doit pas être seule. Il faut une direction

économique européenne. Un système de règles contractuelles plus ou moins contraignantes ne fait pas l'affaire. La grande affaire de l'Europe ce n'est pas d'avoir une monnaie stable en pouvoir d'achat mais de retrouver la croissance et le plein emploi.

Il faut donc réformer la gouvernance européenne et les status de la BCE. Ces réformes sont immédiatement exigibles. Ce qui se passe actuellement est loin du minimum nécessaire.

La troisième réforme concerne la France. Fragilisée par la première guerre mondiale, par la crise de 1929 dont le coût a été pour elle du même ordre de grandeur et par la défaite et l'occupation qui en a résulté, la France a eu le plus grand mal à se remettre. Elle est sortie des trente glorieuses enrichies et redynamisée avec une démographie largement assainie. Mais son tissu d'entreprises était faible, trop lié à l'état, et sous capitalisé. La politique suivie après la dure crise de 74, dont la France ne s'est jamais totalement remise, a été aussi absurde que débilante. L'énarchie compassionnelle de Giscard et de son septennat fiscal, les folies Mitterrand et le programme commun de la gauche, le ni-ni des années subséquentes aggravé par le malthusianisme du gouvernement socialiste de Lionel Jospin, ont eu les pires résultats possibles.

L'état est obèse et inefficace ; il s'est démembré en pouvoirs locaux qui tournent également à l'obésité compulsive et qui sont encore moins efficaces ; accablée d'impôts la nation n'investit plus et vend progressivement son patrimoine à l'étranger. Sous capitalisé de tout temps faute de pouvoir constituer des fonds propres à partir de leurs résultats, les entreprises françaises sont des cibles faciles dans la mondialisation. Seuls quelques molochs le plus souvent en symbiose avec l'état ont pu prendre le grand virage.

Au lieu d'avoir 25 à 30 millions de salariés, ce qui correspondrait à nos 66 millions d'habitants, elle n'en a qu'entre 15 et 17 millions selon les chiffrages. Les jeunes, les vieux, les femmes, les immigrés, tous les acteurs faibles sont en grave difficulté car l'emploi s'est réduit à ce que les meilleurs peuvent obtenir en étant compétitifs en dépit de toutes les entraves que les politiques ont accumulés sur eux et leurs entreprises.

Briser toutes les sédimentations fiscales, réglementaires, sociales et autres est indispensable. Cela veut dire que des réformes sont absolument nécessaires et elles seront rudes.

Mais elles doivent être inscrites dans un plan d'ensemble d'une grande cohérence et portée de façon claire.

Il faut produire ce plan d'ensemble maintenant et le porter sur tous les fronts avec le maximum de hauteur de vue et de conviction. La première voie de la réforme c'est la voix du dirigeant. Mais les paroles ne suffiront pas. Il faut mobiliser l'expertise pour lui donner la consistance indispensable aussi bien en France que dans les instances internationales ad hoc. Il faut savoir que le combat sera long et faire savoir qu'il sera poursuivi sans défaillance.

Oui la France doit avoir un message qui va au delà de son propre intérêt national. Débarasser le monde des changes flottants et des théories fumeuses qui ont échoués et conduit le monde au marasme généralisé est un cadeau fait au monde.

Remettre les boeufs devant la charrue et non l'inverse comme actuellement en Europe est strictement nécessaire. Si l'Europe ne veut pas de direction économique elle ne pourra pas garder l'euro. Et il n'est pas si difficile de définir les axes d'une politique économique commune et les axes de la réforme de la BCE.

Désentraver l'économie française pour lui permettre à nouveau de combattre à armes égales avec le monde n'est pas une nécessité seulement pour les Français. Tous les européens ont besoin de pays associés forts et agiles.

Allons, courage ! Il y a un chemin pour la réforme.